

Les fonctions intellectuelles de Saint-Hyacinthe à la veille de la Confédération

Jean-Paul Bernard

Volume 47, 1980

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1007104ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1007104ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions Historia Ecclesiae Catholicæ Canadensis Inc.

ISSN

0318-6172 (print)

1927-7067 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Bernard, J.-P. (1980). Les fonctions intellectuelles de Saint-Hyacinthe à la veille de la Confédération. *Sessions d'étude - Société canadienne d'histoire de l'Église catholique*, 47, 5–17. <https://doi.org/10.7202/1007104ar>

Les fonctions intellectuelles de Saint-Hyacinthe à la veille de la Confédération

C'est dans les années avant la Confédération de 1867 que la place de Saint-Hyacinthe semble avoir été la plus importante dans l'histoire de la vie intellectuelle québécoise. Aujourd'hui, en 1980, il est assez évident que, toutes proportions gardées, il y a eu recul. Pourtant, au pur plan de la population, la taille de la ville actuelle, par rapport à l'ensemble de la population du Québec, n'est pas inférieure à celle de la ville d'alors dans l'ensemble de la population du Bas-Canada.

La première question qui vient à l'esprit est celle de savoir quelles étaient les bases de ce rôle intellectuel et, en particulier, de savoir si seules les fonctions intellectuelles de l'agglomération maskoutaine étaient remarquables. Ce qui nous conduit à devoir expliquer l'importance relative de la ville et sa place comme centre urbain régional. Procéder ainsi permettra de comprendre les liens entre les différentes fonctions, de dépasser la simple célébration, et même de mieux saisir le sens des grands débats qui ont opposé les intellectuels de Saint-Hyacinthe au milieu du XIX^e siècle.

Les années 1800-1860 sont celles du développement démographique de la plaine de Montréal. Le géographe Raoul Blanchard, entre autres, remarquera que cette grande région avait au recensement de 1861 une population supérieure à celle qu'indique le recensement de 1931. C'est d'abord l'extension du peuplement agricole au-delà du Richelieu, plus anciennement occupé, le long de la rivière Yamaska, qui explique et les premiers développements de Saint-Hyacinthe et son rôle initial de centre commercial d'une région agricole. En 1805, 321 personnes habitaient 89 maisons réparties le long des rues Bourdages et Girouard actuelles. À ce moment le bourg était plus petit que ceux des paroisses plus vieilles du Bas-Richelieu (Sorel ou William-Henry, Saint-Ours, Saint-Denis et Saint-Charles) et du Haut-Richelieu (Chambly et Dorchester ou Saint-Jean). Mais déjà, autour de 1830, quand Joseph Bouchette

écrit son *Topographical Dictionary of Lower Canada*, Saint-Hyacinthe, « market town and communication centre on river Yamaska », compte environ 1,100 habitants. C'est le double de la population du village de Saint-Denis.

Entre 1831 et 1851 le taux annuel de la croissance de la population maskoutaine est de 6,7%, ce qui est largement supérieur au rythme de croissance démographique et de l'ensemble du Bas-Canada et de la ville de Montréal elle-même¹. Sorel et Saint-Jean se développent aussi rapidement. Mais ces deux villes doivent une partie de leur fortune à leur rôle de relais de Montréal dans les relations de la métropole avec, respectivement, Québec et les États-Unis. Saint-Hyacinthe dépend davantage de son milieu rural. Par exemple, en amont du site de l'agglomération maskoutaine, de nouvelles paroisses se forment progressivement : Saint-Damase (1817), Saint-Césaire (1822), Saint-Pie (1828), Granby (1844) et Farnham (1847) qui, au-delà du territoire seigneurial, appartiennent aux « townships ». Bien plus, à la fin de cette période, nombre d'indices montrent que déjà Saint-Denis, Saint-Charles et Saint-Hilaire dépendent davantage de Saint-Hyacinthe que de Sorel. Saint-Hyacinthe est devenu un centre régional pour une partie de la vallée du Richelieu. En 1851, au moment où se tient la première exposition agricole, la ville compte 95 magasins et 8 auberges². Sa population a atteint 3,313 personnes, et l'ensemble de la paroisse, qui comprend aussi Notre-Dame et Saint-Hyacinthe le Confesseur, pas moins de 6,507 habitants.

Les fonctions administratives et judiciaires prolongent les fonctions commerciales de la ville. Déjà dotée d'un palais de justice, d'une prison et d'une cour de circuit peu après 1830, elle deviendra en 1858 chef-lieu d'un district judiciaire comprenant, en plus du comté de Saint-Hyacinthe, ceux de Rouville et de Bagot, soit une population de plus de 50,000 personnes. En 1848 la liaison ferroviaire de la ville à Longueuil, et de là à Montréal, est inaugurée. L'année suivante, la ligne rejoint Richmond, puis peu après Sherbrooke et Portland à l'est, et Lévis, au nord, en face de Québec. Pendant ce temps, l'autonomie municipale est acquise (1849) et Saint-Hyacinthe devient ville (1850) et cité (1857).

¹ P.-A. LINTEAU, « Une structure urbaine centralisée dans le Bas-Canada, 1800-1850 », manuscrit. UQAM, 28 et 3 pages.

² Jean FRANCOEUR, *Saint-Hyacinthe. Esquisse de géographie urbaine*, thèse de M.A. (géographie). U. de M., 1954.

Le texte d'un annuaire de l'époque, *The Canada Directory* de Lovell pour l'année 1857-1858, décrit les principales caractéristiques de la ville en soulignant sa croissance rapide : « Un des lieux les plus prospères du Bas-Canada. Le commerce local y est considérable et le marché vient immédiatement après ceux de Montréal pour la variété, la qualité et la valeur des produits offerts ». L'annuaire considère dignes de mention « un remarquable édifice de 200 pieds de longueur qui sert à la fois de Marché et d'Hôtel de ville et le Palais de justice . . . qui sera bientôt remplacé par un autre édifice plus grand »³.

Qu'en est-il alors du développement industriel. Il semble que ce soit plus modeste, relativement, de ce côté ! L'annuaire mentionne un moulin à scie, avec des machines à tourner et à aplanir, des moulins à carder, des fonderies, des tanneries, « and many extensive manufactories of various kinds ». C'est plutôt après 1860 que ce secteur participe de façon plus significative au progrès de la ville. En 1873, 153 unités de production emploient 395 artisans et ouvriers. Quelques manufactures et fabriques concentrent alors plus de 10 employés, dans le domaine de la cordonnerie et de la tannerie, celui de la fonderie et de la fabrication de machines, celui de la meunerie et celui de la carrosserie⁴.

Pour favoriser l'information, et les affaires, en 1853, paraît le *Courrier de Saint-Hyacinthe*. Trois personnes, dont un typographe d'origine française qui avait été à l'*Écho des campagnes* (Berthier) et un avocat maskoutain, participent à la fondation du journal. Deux journaux éphémères avaient été publiés à Saint-Charles antérieurement : l'*Écho du pays* (1834) et le *Glaneur* (1837). Non seulement le *Courrier de Saint-Hyacinthe* sera là pour durer, mais un deuxième journal maskoutain, le *Journal de Saint-Hyacinthe*, paraîtra à compter de 1861 quand, de libéral, le *Courrier* deviendra conservateur. Le lancement du *Courrier* aura précédé celui de la *Gazette de Sorel* (1857), du *Franco Canadien* de Saint-Jean (1860) et du *Pionnier* de Sherbrooke (1866).

³ *The Canada Directory for 1857-1858*, pages 695-698.

⁴ Laurent LAPOINTE, *La formation de la banque de Saint-Hyacinthe et le développement économique régional (1850-1875)*, thèse de M.A. (histoire), U. de M., 1976. Voir aussi Ronald RUDIN, *The Development of Four Quebec Towns, 1840-1914 : A Study of Urban Economic Growth in Quebec*, Ph.D. thesis, York University, 1977.

Sur un autre plan, qui chevauche l'information et l'éducation mutuelle, Saint-Hyacinthe aura son Institut des Artisans (1852-1870) et son Institut Canadien (1854-.....). Le premier sera davantage au service des gens de métier et le second des professionnels. Les deux correspondent au mouvement général au Bas-Canada⁵, entre 1845 et 1870, de fondation d'organismes qui, au sens large, pouvaient être désignés sous le nom d'associations littéraires et qui permettaient de former en commun des bibliothèques, de recevoir des journaux, d'inviter des conférenciers et de poursuivre des discussions. Professionnels (Saint-Hyacinthe compte par exemple une vingtaine d'avocats), politiciens, journalistes et membres des comités de direction des associations « littéraires » constituent une partie des « intellectuels » de la ville. Tous, à des degrés divers, participent au monde des affaires.

Mais le clergé, dont la contribution au développement de la ville a été considérable, possède aussi son réseau d'influence. À l'origine, au moment des premiers établissements, le curé, comme le seigneur, fait figure d'entrepreneur en colonisation. Les rapports des deux hommes sont plutôt de l'ordre de la collaboration. Je n'insisterai pas sur la paroisse de Saint-Hyacinthe elle-même, son rôle explicite étant d'abord local, et même s'il ne faut pas oublier que c'est du démembrement de la paroisse mère que plusieurs autres naîtront. Mais il faut souligner que paroisse et curé expliquent la fondation d'un collège pour garçons (1811), celle d'un couvent pour filles (1816) et celle d'un hôpital (1840).

Attardons-nous un peu à l'histoire du collège. Après Québec, après Montréal, après Nicolet (1803), le petit village de Saint-Hyacinthe aura un collège classique⁶. Le développement de cette maison d'éducation sera rapide, comme celui de la ville elle-même. Une tentative analogue, et antérieure, échoue à Saint-Denis (1805), pendant que le développement du village plafonne. Déjà, à la veille de la Confédération, le collège de Saint-Hyacinthe a les caractéristiques d'une vieille institution, qui a atteint la maturité et qui est

⁵ Yvan LAMONDE, « Les associations au Bas-Canada : de nouveaux marchés aux idées (1840-1870) », *Histoire sociale-Social History*, VIII, 16 (nov. 1975) : 361-369.

⁶ Claude GALARNEAU, *Les collèges classiques au Canada français*, Montréal, Fides, 1978. Voir aussi Serge GAGNON, « Le clergé, les notables et l'enseignement privé au Québec : le cas du collège Sainte-Anne, 1840-1870 », *Histoire sociale-Social History*, n° 5 (avril 1970) : 45-65.

solidement établie, au moment où une vague de nouveaux collèges classiques et classiques-industriels paraît. C'est un gros collège, qui reçoit par exemple plus d'étudiants (281 en 1864) que le Collège de Montréal (Sulpiciens) et qui compte une plus grande proportion de ses étudiants dans les classes supérieures que, par exemple, le Collège Sainte-Marie (Jésuites) ⁷.

Rappelons seulement quelques indices, parmi ceux qui sont connus, de la qualité et de la réputation du collège maskoutain. D'abord, le rôle éminent de ses professeurs de philosophie. Dans les années 30 ils participent à un débat sur le fondement de la certitude . . . dans les pages du journal de Saint-Charles, *L'Écho du pays* (!) et ils se montrent sensibles aux aspects « démocratiques » de la pensée de Lamennais. Dans les années 1840 ils manifestent une volonté assez originale de coller à l'actualité, comme le montrent à la fois le fait d'une tentative d'enseignement en économie politique (production, distribution et consommation) et le témoignage enthousiaste d'un professeur du Séminaire de Québec qui écrit après une visite au collège de Saint-Hyacinthe que :

... on y tient les élèves au courant de tout ce qui se passe dans le monde, de sorte qu'ils ne sont pas étrangers comme les élèves des autres maisons d'éducation, aux grandes questions politiques et sociales qui s'agitent ⁸.

Après 1850 un professeur du collège s'illustrera dans le mouvement de restauration du thomisme, au Canada et un autre dans la lutte contre le libéralisme. Pour sa part, le texte du Lovell de 1857-1858, que nous avons évoqué plus haut, soulignait que le collège de Saint-Hyacinthe, dans « un bel édifice de pierre taillée de plus de 700 pieds de longueur », offrait un programme d'enseignement « à peu de chose près le même que celui des meilleurs collèges jésuites français » et possédait, en plus d'une « excellente bibliothèque », des laboratoires et des appareils scientifiques modernes.

⁷ James KIRBY, ed., *The British North American Almanac and Annual Record for 1864. A Handbook of Statistical and General Information*, Montréal, Lovell, 1864.

⁸ Yvan LAMONDE, *La philosophie et son enseignement au Québec (1665-1920)*, Montréal, Hurtubise HMM, 1980.

Dans ce contexte, on est moins surpris d'apprendre qu'un projet d'université⁹, dans le prolongement du collège, ait vu le jour en 1849, avant que, autour du Séminaire de Québec, naisse l'Université Laval. Peu avant la formation des Écoles normales, le Collège de Saint-Hyacinthe a accepté de collaborer à la formation des instituteurs, mais dans les années 60 il se montre réticent à sortir de son rôle propre. La direction refuse que le collège, classique, devienne aussi industriel ou agricole et elle ne montre pas d'enthousiasme particulier devant l'idée de la formation d'une École de droit comme il y en avait une au Collège Sainte-Marie, à Montréal. Par ailleurs, après avoir collaboré avec le Collège de Chambly (1825-1852), elle se trouve honorée quand, à l'appel des « curés et des citoyens », elle est invitée à participer à la formation, et plus ou moins à la direction temporaire, de collèges nouveaux. Mais, estimant ses ressources matérielles et humaines limitées, et désireuse sans doute de conserver sa clientèle, elle ne s'engage pas à fond quand, de Sainte-Marie de Monnoir, de Saint-Jean, d'Iberville ou de Sorel, on fait appel à ses services.

En un sens la situation géographique de la ville de Saint-Hyacinthe et ses fonctions générales de centre d'un milieu rural en expansion expliquent qu'elle devienne, en 1852, le siège d'un évêché. Mais l'existence antérieure du collège, lieu de formation des futurs prêtres, du couvent et de l'hôpital y est aussi pour quelque chose. Et, en particulier, on a pu se demander si l'antériorité du collège-séminaire n'est pas de fait aussi bien causale que purement chronologique.

En 1836 seulement, le diocèse de Québec avait été divisé pour permettre de créer celui de Montréal. En 1852, les 3^e et 4^e diocèses du Bas-Canada apparaissaient : ceux de Trois-Rivières et de Saint-Hyacinthe. Selon les limites des circonscriptions électorales de 1853, on peut dire, grossièrement, que celui-ci allait comprendre cinq comtés de la zone seigneuriale, ceux de Saint-Hyacinthe, Richelieu, Rouville, Iberville et Bagot (qui avec Acton et Upton mord sur la région des townships) ; et trois comtés de townships, soit Shefford, Missisquoi et Stanstead, de même qu'une bonne partie des townships des comtés de Sherbrooke et de Compton¹⁰. L'autorité de l'évêque

⁹ C.-P. CHOQUETTE, *Histoire du Séminaire de Saint-Hyacinthe*, 2 v., Montréal, Imprimerie des Sourds-Muets, 1911-1912.

¹⁰ LÉO SANSOUCY, « 125^e anniversaire de l'érection du diocèse de Saint-Hyacinthe », *Le Courrier de Saint-Hyacinthe*, 25 mai 1977.

de Saint-Hyacinthe, à la veille de la Confédération, s'étendait directement sur environ 100 prêtres, dont une vingtaine dans la ville même. L'autorité de l'évêque, le rôle des services du culte, celui des prônes, les activités des prêtres, des religieux et des religieuses dans l'éducation et les soins hospitaliers sont à mettre au chapitre des fonctions intellectuelles de Saint-Hyacinthe, ville épiscopale.

En 1854, trois paroisses de la rive gauche du Richelieu, dans le comté de Verchères, sont rattachées au diocèse de Saint-Hyacinthe. Au moment de la Confédération celui-ci avait encore son extension géographique maximale. Mais le développement démographique francophone des Cantons de l'Est, le développement en particulier de la ville de Sherbrooke, dont la population est de 4,432 personnes au recensement de 1871 et qui s'affirme globalement comme centre régional, provoque la formation du diocèse de Sherbrooke. Celui de Saint-Hyacinthe se voit alors amputé d'un tiers de son territoire : tout ce qu'il comprenait dans la région immédiate de Sherbrooke, tout le comté de Stanstead, la moitié de celui de Missisquoi, le tiers de celui de Shefford. Dès 1875 sera fondé le Séminaire de Sherbrooke.

On a donc maintenant une certaine idée de ce que veut dire « région de Saint-Hyacinthe », à la veille de la Confédération, au plan économique, judiciaire et administratif d'une part, et au plan religieux, d'autre part. Déjà il faudrait plutôt parler au pluriel, la région religieuse débordant largement la région économique. De fait, l'influence intellectuelle du clergé formé à Saint-Hyacinthe et dirigé de Saint-Hyacinthe semble géographiquement plus étendue que celle des autres « intellectuels » maskoutains. On peut le voir, dans ce qui est le plus connu à ce jour, par la définition de la région politique de Saint-Hyacinthe. L'étude des réseaux politiques, des itinéraires des équipes de propagande électorale et du rayonnement des journaux m'a conduit à définir, pour les années avant la Confédération, comme région de Saint-Hyacinthe, l'espace comprenant globalement, non seulement les comtés de Saint-Hyacinthe, de Bagot et de Rouville (région économique), mais aussi les comtés de Richelieu, de Verchères et de Shefford. Ce qui fait environ 100,000 personnes. Pour la période suivante, Marcel Hamelin ¹¹, un peu trop généreux pour

¹¹ Marcel HAMELIN, *Les premières années du parlementarisme québécois (1867-1878)*, Québec, P.U.L., 1974. Voir aussi Ronald RUDIN, « Regional complexity and political behaviour in a Quebec County, 1867-1886 », *Histoire sociale-Social History*, IX, 17 (mai 1976) : 92-110.

Saint-Hyacinthe, enlève Shefford, mais ajoute, en plus de Drummond-Arthabaska, six comtés du triangle entre le Saint-Laurent et le Richelieu, au sud du comté de Verchères : Chambly, Laprairie, Châteauguay, Napierville, Saint-Jean et Iberville. Je crois qu'il y a là une sous-estimation de l'influence directe de Montréal et de Saint-Jean.

Retenons à ce moment-ci l'idée de trois régions aux limites spécifiques et concentriques. Saint-Hyacinthe est le centre, à la fois, d'une région économique (comtés de Saint-Hyacinthe, de Bagot et de Rouville), d'une région politique et intellectuelle (les trois premiers comtés et ceux de Richelieu, Verchères et Shefford), et d'une région religieuse (grossièrement ces six comtés, plus ceux d'Iberville, Missisquoi, Stanstead, plus une partie de la région immédiate de Sherbrooke). Les populations respectives de ces trois régions sont de l'ordre de 50,000, de 100,000 et de 150,000 personnes. On remarquera que le caractère anglophone d'une bonne partie de la population des townships, la distance par rapport à Saint-Hyacinthe, et le rôle de centre exercé par Sherbrooke tendent à limiter l'influence intellectuelle du clergé maskoutain dans ce qu'on peut considérer un peu comme les marges du diocèse.

Une analyse de la provenance des élèves du collège de Saint-Hyacinthe basée sur l'idée des trois régions concentriques que je viens d'identifier est intéressante. Choquette, dans son *Histoire du Séminaire*, donne les inscriptions et les lieux d'origine des élèves. J'ai tiré de sa liste alphabétique ce qui concerne les huit années allant de 1857 à 1864. On a 520 noms, et on remarquera que, le nombre d'étudiants du collège se situant entre 250 et 300, le taux de persévérance est de l'ordre de 50%. Saint-Hyacinthe même, la ville et la paroisse ne sont pas distinguées, compte 150 noms ; le reste de ce que nous avons appelé région économique, 116 noms ; la partie de la région politique-intellectuelle qui déborde la région économique, 86 ; et la partie du diocèse qui échappe et à la région économique et à la région intellectuelle, 43. À elle seule, avec moins de 6,000 de population, la paroisse de Saint-Hyacinthe donne 29% de sa clientèle au collège. En ce sens le premier rôle de celui-ci est local. Au-delà, il faut se rappeler qu'il y a un espace qui appartient à la fois à la région économique, à la région politique-intellectuelle, et à la région religieuse de Saint-Hyacinthe. Déjà, les jeunes gens qui viennent de cet espace ont dix fois moins de chance, compte tenu de la population, que ceux de la paroisse même, de

venir au Collège. Ceux qui proviennent de l'espace appartenant aux seules régions politique-intellectuelle et religieuse, 15 fois moins. Et ceux qui viennent de la seule région religieuse, 30 fois moins. Il y a là des différences significatives dans les bases régionales de la provenance des élèves du collège. Le reste du Bas-Canada (88), le Haut-Canada (14) et les États-Unis (23) fournissent au collège une clientèle moindre (125) que celle de la seule paroisse de Saint-Hyacinthe.

En un sens, expliquer c'est réduire la vague impression de l'extraordinaire. La place de Saint-Hyacinthe dans l'histoire du 19^e siècle québécois, son influence intellectuelle en particulier, demandent à être expliquées. On est d'abord porté, pour examiner l'importance relative d'un petit centre comme celui-là dans l'ensemble québécois, c'est le plus simple, à chercher les chiffres de population. On constate alors en même temps que l'énorme poids de Montréal et de Québec, le fait que dès l'époque de 1837 Saint-Hyacinthe fait partie, après Trois-Rivières, Laprairie, Sorel et Saint-Jean, de la douzaine de petits centres urbains secondaires qui sont dignes de mention¹².

Avec une population de 3,313 au recensement de 1851, la ville de Saint-Hyacinthe, bien sûr, vient très loin derrière Montréal (57,715) et Québec (42,052). Mais Trois-Rivières, au troisième rang de la population du Québec, n'a que 4,936 personnes, ce qui est plus, mais pas beaucoup plus que les populations respectives semblables de Sorel, Saint-Jean, Sherbrooke et Saint-Hyacinthe. Mais l'essentiel, pour la compréhension, n'est peut-être pas là. Car les augmentations de population elles-mêmes sont liées au pouvoir d'attraction des différents centres urbains, aux fonctions qu'ils exercent et aux services qu'ils offrent. La ville est le lieu où on trouve magasins, place de marché, auberges, hôpital, palais de justice, collège, journaux et cent autres choses. Chaque chose a son importance, relative à sa nécessité, à sa rareté, à son accessibilité, compte tenu des déplacements impliqués. Sans entrer dans les détails de la méthode d'analyse et de calcul des indices, il faut évoquer la thèse *Villes et régions du Québec au 19^e siècle (1851-*

¹² W.H. PARKER, «The Town of Lower Canada in the 1830's», in R.P. BECKINSALE and J.M. HOUSTON, ed., *Urbanization and its Problems. Essays in the Honour of E.W. Gilbert*, Oxford, Basil Blackwell, 1970, 391-425.

1911)⁽¹³⁾ dans laquelle l'auteur emploie le concept de « centralité » pour désigner le pouvoir d'attraction comparé des différents centres dans l'ensemble du système québécois. D'après ce cadre d'analyse, la ville de Saint-Hyacinthe occupe le cinquième rang dans la hiérarchie du réseau urbain québécois durant toute la période. Derrière, en plus de Montréal et Québec, Trois-Rivières et Sherbrooke en 1851 et 1871, et Sherbrooke et Trois-Rivières en 1891 et 1911.

Le cinquième rang pour les indices totaux de centralité, cela situe la ville de Saint-Hyacinthe globalement. Il va sans dire que l'accès aux fiches de dépouillement de l'auteur pourrait permettre, pour chaque ville, des estimations du poids comparé de ses différentes fonctions. Pour ma part j'aimerais vérifier quelques hypothèses. Par exemple, que, dans ces indices globaux, la place des fonctions intellectuelles soit particulièrement importante pour le Saint-Hyacinthe d'avant la Confédération ; ou que Saint-Hyacinthe doive pour beaucoup son 5^e rang (avant Sorel et Saint-Jean) à ses fonctions intellectuelles. Cela n'exclurait pas qu'on doive souligner que l'influence intellectuelle est favorisée par l'existence de la centralité globale. Ainsi, on pourrait sans doute dire que l'influence du collège de Nicolet, fondé à peu près en même temps et fréquenté par un nombre d'étudiants semblable à la veille de la Confédération, pouvait être moindre que celle du collège de Saint-Hyacinthe, à cause du développement différent des deux villes et de leur centralité.

Ce qui précède permet de se faire une idée de la place de Saint-Hyacinthe, globalement, et sur le plan plus particulier de ses fonctions intellectuelles. Nous avons là un cadre ou des limites géographiques qui indiquent la portée première des débats sur lesquels je voudrais m'arrêter un peu, avant de terminer. Bien sûr, au plan des idées et de l'argumentation ces débats s'alimentent à des sources qui vont jusqu'en Europe. Et de même, il arrive qu'on peut en retracer les échos jusque dans un journal de Rimouski. Mais les hommes, ou mieux les groupes d'hommes qui s'y heurtent, les enjeux, les conflits sociaux et la lutte pour le pouvoir auxquels correspondent ces débats sont d'un lieu dont Saint-Hyacinthe est le centre. À propos de l'importance relative des deux aspects, faut-il souligner que, si l'on se bat avec des

¹³ J.-P. MARTIN, *Villes et régions du Québec au XIX^e siècle*, thèse de 3^e cycle (géographie), Strasbourg, 1975.

armes (la rhétorique européenne), c'est d'abord le conflit préalable qui explique ce recours aux armes ? On lit et on utilise ce dont on a besoin.

Une série de questions chaudes jalonne les années qui vont de 1830 à 1867 et ces questions ont en commun qu'elles mettent en cause l'influence respective du clergé et des professionnels, politiciens et journalistes, souvent liés aux milieux d'affaires. Peu après 1830, il y a eu le projet de loi de l'Assemblée, dit Bill des notables, relativement à l'administration des Fabriques. Les professionnels et politiciens de Saint-Hyacinthe sont actifs dans le soulèvement de 1837, alors que le clergé est soit réticent, soit opposé au mouvement. Puis, en 1849-1850, le clergé va s'opposer au courant favorable à l'annexion du Bas-Canada aux États-Unis et à la propagande en faveur de l'abolition des dîmes. Toute la période 1840-1867 est marquée par l'opposition des Rouges et du clergé, au moment où l'on affirme justement que Saint-Hyacinthe ne le cède qu'à Montréal comme centre du rougisme. Sympathique aux Rouges, le premier *Courrier*, celui d'avant 1861, approuve un discours qui met en cause la confessionnalité scolaire, se dit favorable à l'abolition de la peine de mort et attaque l'Inquisition romaine. Le *Journal de Saint-Hyacinthe* ira dans le même sens en dénonçant de façon plus générale l'influence morale et politique du clergé. Il n'est pas surprenant dans ces conditions que le clergé attaque ou contre-attaque, peu importe. Mais tout cela est assez connu. Qu'il suffise de rappeler que la fondation de l'Union catholique de Saint-Hyacinthe, en 1858, coïncide avec l'invitation faite par Mgr Bourget, aux membres catholiques de l'Institut Canadien de Montréal, de quitter l'institut. À Saint-Hyacinthe aussi on vise à faire échec à l'Institut Canadien local. Il ne fait pas de doute que ce que l'histoire retient était aussi présent dans la mémoire collective. Présent avec d'autres choses qui, pour l'instant du moins, échappent à l'histoire. On voudrait mieux savoir, par exemple, quelle place le clergé et les Rouges maskoutains ont tenue dans le débat autour de l'abolition de la tenure seigneuriale, quel a été leur rôle respectif dans les sociétés œuvrant à l'amélioration de l'agriculture, leur position sur le crédit, l'endettement et l'usure, leur sentiment sur le niveau de rémunération de ce qui peut être considéré comme l'embryon d'une classe ouvrière maskoutaine...

De janvier jusqu'à l'été 1867, durant six mois, une formidable guerre de plume se poursuit entre le Supérieur Raymond du Séminaire et Louis-Antoine Dessaulles, héritier des intérêts de la

seigneurie de Saint-Hyacinthe, premier maire de la ville, entrepreneur local et grande vedette de l'anticléricalisme. Le ton est celui d'un combat à finir, après une lutte, tantôt claire, tantôt discrète, qui dure depuis trente ans. Le thème central de l'affrontement : la part active du collège, donc du clergé, dans les luttes politiques. Chacun écrit une vingtaine de lettres, longues au point de remplir trois ou quatre colonnes du *Courrier* (Raymond) ou du *Journal de Saint-Hyacinthe* et du *Pays* de Montréal (Dessaulles).

Au-delà des aspects personnels concernant les deux combattants, au-delà des aspects qui ressemblent à une véritable enquête policière à propos de gestes bien précis considérés comme indices d'intervention du clergé dans l'orientation du *Courrier*, l'essentiel est résumé ainsi par chacun des protagonistes : Dessaulles parle de « la direction antidémocratique active que l'enseignement de nos maisons d'éducation a prise depuis vingt ans » et de « la liaison entre l'ordre politique et l'ordre religieux avec un cordon de gomme élastique, lequel s'étend *ad infinitum* » ; Raymond évoque « ce qu'il y a de malsain dans les idées de M. Dessaulles relativement à l'ordre religieux et social ». L'un et l'autre lient leur cause à celle du peuple et se réclament de lui.

On était à la veille des premières élections sous le régime de la Confédération. Pour une bonne part la campagne électorale eut tendance à opposer, plutôt que le parti conservateur et le parti libéral, plutôt que les partisans du nouveau régime fédéral et ses adversaires, ceux qui acceptaient et ceux qui refusaient le pouvoir intellectuel et social du clergé. Le *Courrier*, en un sens, décrivait bien la situation quand il écrivait :

... Qu'on ne s'y méprenne pas, la question de la Confédération n'est pas une question d'argent, mais bien une question de principes de rougisme d'un côté, principes conservateurs de l'autre ¹⁴.

Le parti libéral l'emporte aux élections de 1867 dans le comté, grâce surtout à une très nette majorité dans la ville et la paroisse de Saint-Hyacinthe. Et de toutes les régions politiques du Bas-Canada c'est dans celle de Saint-Hyacinthe que, avec 41% des suffrages, les Rouges se maintiennent le mieux dans le contexte général d'une écrasante victoire conservatrice. Indice que le pouvoir intellectuel du clergé n'y était pas sans concurrence.

¹⁴ *Courrier de Saint-Hyacinthe*, 15 août 1867.

Nous nous sommes attardés à définir à la fois l'importance de Saint-Hyacinthe, les formes de son rôle comme centre régional et les bases des débats dans lesquels ses intellectuels ont exprimé un conflit de pouvoir, un conflit social. Avant de terminer, il serait peut-être opportun de caractériser comment, de façon générale, on a abordé ce conflit, quel sens on lui a donné, et d'indiquer la possibilité d'un élargissement de perspective.

Depuis maintenant une génération, on a fait la critique du pouvoir social du clergé québécois. Et il fallait le faire. Le point de vue qui a dominé dans cet examen de la question, celui qui assimile simplement libéralisme, progrès et modernité d'une part, et catholicisme et conservatisme social d'autre part, fait la part trop belle aux libéraux. Pour être bref, partons du mot « anti-démocratique », tel qu'employé par Dessaulles, comme nous l'avons vu plus haut. Faut-il le prendre comme il se présente, ou faut-il plutôt lui donner le sens plus restreint de « antilibéral » ? Le libéralisme, idéologie de la bourgeoisie, mérite qu'on en fasse la critique. Où est le sentiment démocratique, quand plus tard, prenons encore Dessaulles, quand donc Dessaulles écrit, dans une correspondance privée :

Les curés sont devenus plus fanatiques à mesure qu'ils se sont recrutés davantage chez les paysans. Leur niveau social — j'entends ici le savoir vivre et les manières distinguées — était bien supérieur, il y a quarante ans à ce qu'il est aujourd'hui.

L'idéologie libérale renvoie, au niveau de la première évidence, à liberté. Mais on sait qu'elle défend, moins haut mais mieux, l'idée de propriété. La belle limpidité du triple slogan « liberté, égalité et fraternité » se trouve brouillée si on pose la question de la propriété bourgeoise. Si on ne confond pas progrès et libéralisme, sens de l'histoire et progrès libéral, si on appelle progrès social l'évolution dans le sens de l'égalité¹⁵, la question du cléricanisme et de l'anticléricanisme québécois au 19^e siècle pourra être reconsidérée avec profit.

Jean-Paul BERNARD
Département d'histoire
Université du Québec à Montréal

¹⁵ Émile POULAT, *Catholicisme, démocratie et socialisme*, Paris, Casterman, 1977, et *Église contre bourgeoisie. Introduction au devenir du catholicisme actuel*, Paris, Casterman, 1977.